

DOSSIER 221

Les nouvelles enquêtes

Une dérogation provisoire
exceptionnelle... mais
sérieuse

238

Le refus de délivrance d'un permis de
concession de délégation de
service public

Mendier avec un jeune enfant n'est
pas en soi un délit : il faut prouver
l'altération de la santé de l'enfant

Le refus d'indiquer l'identité et la
langue parlée ne fait pas obstacle
à la mise en examen

L'administration doit motiver le
refus de délivrance d'un permis de
visite à un non-membre de la
famille du condamné

Comité de rédaction

Alain Blanc, *Magistrat*
 François-Louis Coste, *Magistrat*
 Karine Paravisini-Druart, *Commissaire de police*
 Martine Herzog-Evans, *Maître de conférences à l'Université de Nantes*
 Annie Kensey-Boudadi, *Socio-Démographe*
 Direction de l'Administration pénitentiaire
 Yann Le Bras, *Avocat*

31-35 rue Froidevaux
 75685 Paris Cedex 14
 Tél. rédaction 01 40 64 53 13
 Fax : 01 40 64 54 66
 E-mail : ajpenal@dalloz.fr

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
 Charles Vallée

DIRECTEUR GENERAL
 Nathalie de Baudry d'Asson

REDACTION
 Directeur éditorial
 Philippe Weiss

Rédactrice en chef
 Marie-Eve Charbonnier

Rédaction
 Emmanuelle Allain
 Juliette Coste
 Samantha Enderlin
 Carole Girault, *Maître de conférences à Evry*
 Jocelyne Leblois-Happe, *Maître de conférences à Strasbourg*
 Pascal Remillieux

Assistante d'édition
 Marie-Anne Sebbar

ABONNEMENT, MARKETING, PUBLICITE
Responsable marketing : Corinne Ménager
Relations clients : Marie-Hélène Tylman

Revue mensuelle (11 numéros par an)
 BP 150, 94208 Ivry-sur-Seine Cedex
 Tél. : 0 820 800 017
 Fax : 01 40 64 89 92

Prix de l'abonnement (1 an)
 France : 135 € TTC
 Étranger : 151 € TTC
 Prix au numéro : 15 € TTC
 ISSN 1762 - 8407
 N° CPPAP 1105 T 83884
 Imprimerie Chirat 42540 Saint-Just-la-Pendue

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3 956 040 €
 Siège social : 31-35 rue Froidevaux - Paris 14e
 RCS Paris 572 195 550 - Siret 572 195 550 00098
 Code APE : 221 A - TVA : FR 69 572 195 550

La reproduction, même partielle, de tout élément
 publié dans la revue est interdite.

ÉDITORIAL 215

ACTUALITÉS 218

DOSSIER 221

Les nouvelles enquêtes

- La montée en puissance de l'enquête
par Catherine Marie 221
- Une police aux pouvoirs d'enquête renforcés
par Marc Schwendener 228
- Quel contrôle du JLD sur les enquêtes ?
par Alain Billaud 233
- Reste-t-il des droits de la défense en phase d'enquête ?
par Dominique Mien et Jean-François Barre 235

PRATIQUES 238

- Une détention provisoire exceptionnelle... mais souhaitable
par Christian Guéry 238

JURISPRUDENCE 240

Pénal général

CONCOURS RÉEL D'INFRACTIONS

- Une décision de confusion de peines ne peut rétroactivement
 supprimer les remises gracieuses précédemment accordées
Cass. crim., 17 mars 2004 240

RESPONSABILITÉ PÉNALE

- L'organisation des transports scolaires ne peut faire l'objet d'une
 convention de délégation de service public
Cass. crim., 6 avr. 2004 240

Infractions

CIRCULATION ROUTIÈRE

- Accident de la circulation : comment une victime peut perdre sa
 qualité de conducteur
Cass. crim., 9 mars 2004 242

DIFFAMATION

- Débat sur le conflit israélo-palestinien : la Cour de cassation rappelle
 la fragile limite entre expression d'une opinion militante et antisémitisme
Cass. crim., 16 mars 2004 242

VEILLE

- Propos diffamatoires à l'encontre d'un directeur de mosquée
Cass. crim., 30 mars 2004 243

A I R E

MENDICITÉ

- Mendier avec un jeune enfant n'est pas en soi un délit : il faut prouver l'altération de la santé de l'enfant
TGI Paris, 13 janv. 2004 **244**

TROMPERIE

VEILLE

- L'abstention coupable en matière de délit de tromperie
Cass. crim., 6 avr. 2004 **244**

Procédure pénale

ACTION CIVILE

- Le préjudice fonctionnel d'agrément et la gêne physique pendant un arrêt d'activité sont soumis à l'action récursoire des organismes sociaux
Cass. crim., 9 mars 2004 **245**

APPEL

- L'irrecevabilité de l'opposition formée par le conseil d'un condamné se dérochant à l'exécution d'un mandat de justice est contraire à l'article 6 § 1 Conv. EDH
CEDH, 27 avr. 2004 **246**

COUR D'ASSISES

- Cour d'assises d'appel : le procès-verbal de débats doit comporter certaines mentions obligatoires
Cass. crim., 31 mars 2004 **247**

GARDE À VUE

- Des gardes à vue successives et indépendantes ne peuvent dépasser la durée maximale légale
Cass. crim., 17 mars 2004 **248**

MISE EN EXAMEN

- Le refus d'indiquer l'identité et la langue parlée ne font pas obstacle à la mise en examen
Cass. crim., 30 mars 2004 **248**

Exécution des peines

PRISONS

- L'administration doit motiver le refus de délivrance d'un permis de visite à un non-membre de la famille du condamné
TA Versailles, 11 déc. 2003 **249**

VEILLE

- Assistance obligatoire par un avocat au conseil de discipline : l'administration ne peut se contenter de l'envoi d'un formulaire type au barreau
TA Versailles, 8 avr. 2004 **250**

INDEX

encarté entre les pages **232 et 233**

Ce numéro contient un encart « abonnement à l'AJ Pénal » broché non folioté de quatre pages placé entre la couverture et les pages 215 et 250, et un encart « Encyclopédie Dalloz » broché non folioté, de quatre pages, placé entre les pages 232 et 233.

ACTION CIVILE

- Indemnisation
Sécurité sociale 245

APPEL

- Opposition
Recevabilité - Obligation de se constituer prisonnier 246

CIRCULATION ROUTIÈRE

- Victime
Qualité de conducteur 242

Violences involontaires

- Indemnisation 245

CONCOURS RÉEL D'INFRACTIONS

- Conséquence
Confusion 240

COUR D'ASSISES

- Appel
Procès-verbal des débats - Mentions obligatoires 247

DÉTENTION PROVISOIRE

- Compétence
Juge d'instruction 238

DIFFAMATION

- Appartenance raciale ou religieuse
Militantisme - Conflit israélo-palestinien 242

Honneur

- Bonne foi 243

DROITS DE LA DÉFENSE

- Enquêtes 235 (dossier)
- Prisons
Commission de discipline 250

ENQUÊTES

- Contrôle du JLD 233 (dossier)
- Droits de la défense 235 (dossier)
- Pouvoirs de la police 228 (dossier)

GARDE À VUE

- Durée
Mesures successives - Durée maximale 248

GRÂCE COLLECTIVE

- Exclusion
Remise gracieuse de peines - Confusion de peines 240

MISE EN EXAMEN

- Indices graves ou concordants
Absence d'indication de l'identité et de la langue parlée 248

MISE EN PÉRIL D'UN MINEUR

- Mendicité
Altération de sa santé (non) 244

PRISONS

- Permis de visite
Refus - Membre de la famille (non) 249
- Sanctions disciplinaires
Assistance 250

RESPONSABILITÉ PÉNALE

- Personne morale
Délégation de service public - Transports scolaires 240

TROMPERIE

- Fraude
Bonne foi 245